

BUREAUX
ROUBAIX - 22, rue Grand-
Soleil. Tél. 227.33 et
227.34.
TOURCOING - 22, rue
Carnot. Tél. 27.
LILLE - 11, rue Faidherbe
Tél. 529.21.
PARIS - 23, boulevard
Foch. Tél. Pro-
vince. 77.84.
MOUSCRON - 108, rue de
la Station. Tél. 544.
ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Sobous
Alfred Sobous
Madame Alfred Sobous

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

ABONNEMENTS
Nord et départements
limitrophes :
3 mois 60 fr. 80
6 mois 78 fr.
1 an 144 fr.
Autres départements
et colonies :
3 mois 65 fr. 80
6 mois 83 fr.
1 an 149 fr.
Compte chèques postaux
Lille 87 à Senes

PAR 521 VOIX CONTRE 2, la Chambre a voté la déchéance des élus communistes

PARLANT AU NOM DU GOUVERNEMENT,
M. CHAUTEMPS A DÉNONCÉ LES AGRESSIONS DE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE
ET EXPLIQUÉ LA POSITION DE LA FRANCE

« La rupture de relations diplomatiques est un acte de politique qui soulève des répercussions qui intéressent d'autres nations avec lesquelles la France est en paix et en amitié. Ce problème sera résolu en son temps ».

« Nous n'oublions pas que c'est au moment où l'armée polonaise opérait son redressement qu'elle a été traitreusement attaquée; et nous ne pouvons évoquer la magnifique résistance de la Finlande sans exprimer notre dégoût pour pareille agression qui aura son châtiement ».



Mondial Photo-Press A.A. (R) 1053
M. Camille Chautemps



Ph. SAFARA. (40.625)
M. Barthélemy, rapporteur de la Commission du suffrage universel.

M. Edouard Herriot ouvre la séance à 15 h. 10.
L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi prononçant la déchéance de certains élus ayant appartenu aux organisations dissoutes par le décret du 26 septembre 1939.

M. Tixier-Vignancour pose la question préalable...

M. Tixier-Vignancour (républicain de gauche) monte à la tribune pour poser la question préalable.

Le projet du gouvernement, dit-il, permettrait certains renforcements que le texte de la commission ne prévoit pas. Il doit être bien entendu que ce ne sont pas les députés communistes dont nous allons prononcer la déchéance, mais que ce sont les traitres que nous allons chasser.

L'orateur s'étonne que le président du Conseil lui-même, ayant accusé les députés communistes de trahison, ceux-ci ne soient poursuivis que pour reconstitution de ligue dissoute ou pour la lettre qui a été adressée au président de la Chambre. Nous allons, dit-il, prononcer la déchéance; mais ce ne sera pas suffisant. Il faudra attendre l'appareil secret du parti communiste grâce auquel les chefs ont pris la fuite.

Ce sont les fonctionnaires communistes secrets qui ont fait la force du parti.

M. Vincent Badie (radical-socialiste) interrompt :
Je voudrais, dit-il, exprimer la très vive inquiétude que cause à Paris et en province la propagande communiste.

M. Hérisse. — Il faut frapper les instituteurs communistes.

M. Herriot. — De nombreux instituteurs ont leur devoir au front.

...et demande la suppression de l'ambassade des Soviets à Paris

M. Tixier-Vignancour. — Il y a des instituteurs communistes; mais le Syndicat national des instituteurs a été le premier à dénoncer la trahison communiste.

Revenant à son exposé, le député des Basses-Pyrénées demande que pour briser l'appareil secret du parti communiste, le gouvernement frappe à la tête et supprime le centre d'éducation que constitue l'ambassade des Soviets à Paris.

Il est paradoxal, dit-il, d'envoyer au peuple finlandais de bonnes paroles et de tolérer la présence à Paris du représentant des assassins du peuple finlandais.

L'orateur signale le dépôt par un élu communiste d'une proposition reproduisant exactement les observations du traité de Stuttgart.

M. Fajon (ex-communiste) demande la parole.

M. Tixier-Vignancour. — Je ne serai pas dupe d'une diversion quelconque; mais un journal a affirmé que de nombreux hitlériens siègent sur ces bancs.

M. de Kérillis (indépendant) demande la parole et montre un dossier.

M. Tixier-Vignancour. — Si ce dossier (celui de M. de Kérillis) renferme quelque chose, celui qui a constitué est dû le porter à la justice militaire. Tous les traitres doivent être frappés: communistes et hitlériens. Staline et Hitler, c'est la même chose.

M. de Kérillis demande de nouveau la parole.

Nombreux voix: Parlez.

M. Herriot. — M. de Kérillis aura la parole dans la discussion générale.

M. Tixier-Vignancour, en demandant la tribune, retire la demande de question préalable.

Le rapport de la commission du suffrage universel

M. Georges Barthélemy (socialiste) rapporteur de la commission du suffrage universel, rappelle dans quelles conditions la Commission a renforcé le texte du projet gouvernemental.

Il faut en finir, une bonne fois, dit-il, avec le « vil bochevisme ». Ce fut l'avis unanime de la Commission. On ne peut tolérer à la Chambre des membres à la solde d'une puissance ennemie.

(Lire la suite page 2).

La Russie va-t-elle user de la même méthode d'intimidation envers la Suède et la Norvège qu'envers la Finlande ?

On relève, à Paris, dans les milieux diplomatiques, l'analogie entre l'attitude prise brusquement le 31 octobre dernier, par M. Molotov à l'égard de la Finlande et celle qui a été adoptée lundi par l'U.R.S.S. envers la Suède et la Norvège.

Ce fut, en effet, brutalement, à la veille de la réunion du Parlement finlandais que M. Molotov coupa les ponts, mettant fin aux négociations par la déclaration que la Russie était arrivée à la limite extrême des concessions.

C'est aussi à la veille d'une session parlementaire à Stockholm et à Oslo, que M. Molotov porte la question de l'aide à la Finlande sur le plan politique, engageant ainsi le prestige du gouvernement du Kremlin devant l'opinion publique.

La Russie escompte-t-elle une capitulation de la Suède et de la Norvège ? Ne se rend-elle pas compte de la perte de prestige qu'a subie son armée en Finlande ou escompte-t-elle le concours de l'armée allemande ?

Certaines informations de Berlin publiées par des journaux suédois, disant que l'Allemagne ne tolérerait pas que les puissances occidentales s'engagent à couvrir de nouveaux pays neutres, semblent établir que la collusion germano-soviétique se développe.

Les milieux compétents nazis déclarent, d'ailleurs, que les réponses de la Norvège et de la Suède aux notes soviétiques ne peuvent être considérées comme pleinement satisfaisantes. La réponse suédoise est jugée, à Berlin, plus imprudente encore que celle de la Norvège.



Dans la zone des armées, un champ de rails anti-tanks.

BILLET PARISIEN LA TRAHISON BANNIE DU PARLEMENT

PARIS, 16 JANVIER (minuit).

La Chambre a voté à l'unanimité moins deux voix, celles des deux ex-communistes MM. Mouton et Fajon, le projet prononçant la déchéance des élus moscovitaires.

Elle a montré par ce vote qu'elle considérait comme une opération nécessaire l'épuration du Parlement. Aucune argutie juridique n'aurait pu l'empêcher de penser que ceux qui n'ont pas cru bon de désavouer Staline lorsqu'il mit la main — pour employer l'expression dont s'est servi M. Camille Chautemps, vice-président du Conseil — dans la main sanglante d'Hitler, se sont eux-mêmes hors de la représentation nationale.

Si la Chambre a retenu l'essentiel du projet qui lui était soumis, elle a toutefois modifié la date à partir de laquelle l'abjuration des ex-communistes n'est plus prise en considération. A la date du 1^{er} octobre, elle a substitué celle du 26, sauvant ainsi de la déchéance un certain nombre d'élus.

Comme l'ont affirmé plusieurs orateurs, cette déchéance n'est, d'ailleurs, pas le terme de l'action d'épuration nécessaire, elle n'en est qu'un épisode. Ainsi que l'a magistralement démontré M. Frossart, la propagande communiste qui prend les formes de la propagande défaitiste continue dans le pays, car Staline, grand ordonnateur de cette propagande, n'a pas abandonné son rêve de révolution mondiale. C'est bien, au contraire, parce que la guerre lui a semblé le véhicule de la révolution qu'il l'a rendue possible en contractant une alliance avec Hitler.

Il se dégage donc de ce débat la volonté très nettement exprimée par la Chambre de ne pas laisser exposer le moral du pays aux perfidies de la propagande ennemie. Cette propagande peut prendre les formes

Un sous-marin allemand aurait été détruit par un patrouilleur français

Et un cargo ennemi s'est sabordé

Paris, 16 janvier. — Un représentant qualifié de l'amirauté française a déclaré, mardi, qu'un sous-marin allemand naviguant en plongée avait été attaqué par un patrouilleur français. En raison des conditions particulières dans lesquelles s'est déroulée cette attaque, il n'est pas possible d'affirmer que ce sous-marin a été certainement détruit. L'attaque s'est cependant déroulée favorablement et le sous-marin doit être, pour le moins, gravement endommagé.

On sait que l'amirauté française annonce « comme certainement coulés » les sous-marins dont on a pu apercevoir l'épave ou recueillir des débris. La nage d'huile et de maout apparaissant parfois à la surface de la mer, ne constitue même pas pour les autorités navales françaises, un élément de certitude absolue.

Le représentant, en outre, a déclaré qu'un cargo allemand a été raisonnablement l'habitude, des navires de commerce allemands, l'équipage du cargo, aussitôt qu'il vit qu'il ne pouvait échapper à la capture, a sabordé son bâtiment.

Trois sous-marins britanniques auraient été détruits

Londres, 16 janvier. — On publie à l'Amirauté le communiqué suivant :
« Le secrétaire de l'Amirauté regrette d'annoncer qu'au cours de la semaine dernière, les sous-marins britanniques « Seahorse », « Undine » et « Starfish » n'ont pas rejoint leurs bases.

« Les trois navires avaient entrepris un service particulièrement périlleux et l'Amirauté craint qu'ils ne doivent être désormais considérés comme perdus. Les parents des membres des équipages vont en être immédiatement informés. »

La radio allemande annonce, d'autre part, qu'un certain nombre de membres des équipages de l'« Undine » et du « Starfish » ont été recueillis.

Va-t-on à un directoire en Belgique ?

Bruxelles, 16 janvier.

Comme nous l'avons dit hier, les entretiens qu'ont eus le roi, le premier ministre, le ministre des affaires étrangères et le ministre de la défense nationale, ont eu trait à l'application de la mesure qui met aux mains du grand quartier général de l'armée, sous les pouvoirs militaires, le département de la défense nationale devenant un appareil administratif.

Cette mesure a fait renaitre le bruit que l'on songerait à un Directoire.

Il ne manque pas, à l'heure actuelle, de hautes autorités qui pourraient vers ce régime qui ne serait, d'après elles, qu'une extension des pouvoirs apéiaux, admise à plusieurs reprises en Belgique, lorsque le pays se trouvait en face de problèmes qu'il fallait résoudre d'urgence, en dehors d'un Parlement qui sentait lui-même sa faiblesse et son impuissance.

Jusqu'où cette idée de Directoire ira-t-elle ?

Elle a des partisans dans tous les partis.

Le Bloc catholique a son directeur. Le parti libéral ne repousse pas l'idée à condition qu'on y mette des formes et il le fait à titre de moindre mal. Quant au parti socialiste, nul n'ignore que la tendance des jeunes éléments, aujourd'hui que M. Vandervelde n'est plus là pour imposer la stricte observance, va plus au régime d'autorité qu'au vieux statut des déclarations des masses. Ces éléments sont déjà « au-delà du marxisme », depuis longtemps.

La question qui se pose aussi est de savoir quels rôles joueraient dans ce directoire éventuel, les militaires et les civils. On cite les noms de généraux qui sont convaincus qu'en ces temps de guerre, ce n'est pas seulement le département de la défense nationale mais tous les autres rouages de l'Etat qui doivent participer aux mouvements déchaînés par les événements militaires.

L'avenir dira le sort réservé à ces idées qui ont été présentées en revue au cours de la conférence qu'ont tenue le roi et MM. Pierlot, Spaak et le lieutenant-général De Smet.

Les opérations

On continue dans les milieux français autorisés d'observer la plus grande réserve au sujet de l'aspect militaire de la menace allemande actuelle à la frontière de la Hollande et de la Belgique.

Il convient, souligne-t-on, de remarquer que certains renseignements publiés un peu partout à l'étranger, et de ne se rappeler que des concentrations considérables de troupes allemandes existent à cet endroit depuis plus de deux mois, et que la menace n'est, par conséquent, pas nouvelle.

Tandis que l'attention générale est ainsi orientée sur les événements à venir dans le Nord-Ouest de l'Europe, les opérations militaires continuent de se dérouler sur le même rythme extrêmement lent en Lorraine et en Alsace. La journée et la nuit de lundi ont été calmes dans l'ensemble.

On doit cependant signaler un vif combat qui a mis aux prises une patrouille française et des petits détachements allemands dans la région boisée située immédiatement à l'Ouest du massif des petites Vosges.

Un détachement français s'était posé en embuscade afin de surprendre une patrouille adverse et de lui faire des prisonniers. Les Allemands ayant repéré la petite troupe française ont tenté de la faire tomber à son tour dans un piège et ont fait des détachements de troupes d'assaut, comprenant chacun vingt hommes, progressant avec précaution par trois itinéraires, se sont mis en devoir de la cerner.

Mais l'armée fut donnée à temps. La patrouille française, après un vif combat, parvint à se dégager et à regagner ses lignes d'où elle avait subi aucune perte.

Dans les airs, le mauvais temps a rendu l'activité aérienne presque nulle. Il n'y a pas eu ni d'un côté, ni de l'autre, de grandes randonnées de reconnaissance profondes.

A LA CHAMBRE DES COMMUNES

M. Hore Belisha a donné les raisons de sa démission et M. Chamberlain

après lui avoir rendu hommage, a déclaré qu'aucun changement ne doit être attendu dans la politique britannique à l'égard de l'armée

Le nouveau Cabinet japonais orientera-t-il sa politique du côté des États-Unis, de l'Angleterre et de la France ?

Tokio, 16 janvier. — La présence de l'amiral Yonai à la tête du Cabinet et celle de M. Arima au ministère des affaires étrangères, sont considérées par tous les milieux comme tendant à orienter la politique étrangère du Japon, vers les États-Unis, l'Angleterre et la France, et comme pressentant des prodiges plus grands que ceux du général Abe vis-à-vis de l'Allemagne et de l'U.R.S.S.

« Dans cette lettre, j'ai dit que je n'aurais pas d'autre pensée que celle de gagner la guerre. Je suis guidé, comme nous devons tous l'être, par cette considération dominante ».

M. Hore Belisha assure que la réorganisation et le développement de l'armée depuis deux ans et demi, ont été exécutés dans un esprit d'entente qui présente un contraste remarquable avec l'histoire orgueilleuse de la plupart des grandes réformes.

« Je n'ai pas eu à choisir mes collaborateurs, ajoute-t-il, parce qu'ils étaient soit convaincus, soit docilement consentants. J'ai choisi les hommes les plus forts que je pouvais trouver et c'est lorsqu'ils s'exprimaient avec le plus de franchise que je leur portais le plus de respect ».

M. Hore Belisha précise en outre que, les résultats obtenus au War Office furent le fruit de l'inspiration et des efforts de tous ses collaborateurs, aussi bien que de lui-même.

« Ceci, souligne-t-il, était particulièrement vrai pour la démocratisation de l'armée ».

Définissant avec chaleur cette partie de l'œuvre récente du War Office, M. Hore Belisha déclare notamment au milieu des acclamations :
« Il ne me faut point venir à l'esprit que nous mettions sur pied une armée trop démocratique pour lutter pour la démocratie. Il n'y a eu à ma connaissance, aucun conflit de vues de politique avec mes collègues du gouvernement sur aucun point concernant mon département ou dans tout autre domaine.

(Lire la suite page 2).

Propos de guerre

UN MENU DE PAIX

S'il faut en croire le « Sunday Chronicle », Hitler et Ribbentrop ont déjà établi leur menu de paix. En voici les plats de résistance: les colonies anglaises et françaises de l'Afrique, l'Alsace et la Lorraine, une indemnité d'environ un milliard de milliards de francs, des avantages économiques considérables, l'hégémonie politique et économique du Reich et enfin un traité d'alliance obligatoire de la France avec l'Allemagne pour une durée de vingt-cinq ans.

Comme on le voit, ce menu est copieux, un peu « lourd » peut-être, mais en tout cas bien dans le goût allemand. Et comme, d'autre part, il ne doit être servi qu'après la victoire des armées nazies, autant dire qu'il n'engage à rien. Le but poursuivi n'est sans doute pas d'ailleurs, de nourrir des espérances ou des convoitises, mais tout simplement de tromper la faim d'un peuple qui depuis longtemps s'alimente de mirages, de fausses nouvelles et de slogans.

Les maîtres du Reich ont raison de profiter de la liberté que les événements leur laissent encore pour étaler leurs buts de guerre.

Aujourd'hui, rien ne les empêche d'annoncer sur le papier l'Europe et les Amériques et si ce petit jeu les amuse, ils peuvent comprendre, sur la carte de la plus grande Allemagne, les territoires de l'Alsace et de la Mélanésie.

Bon appétit, messieurs !

Pendant qu'il est encore le chef, le guide, le Führer, Hitler peut divaguer autant qu'il lui plaira. Il lui est facile de dicter ses conditions de paix avant la bataille, avant la terrible épreuve dont la seule pensée accable ses nuits et le plonge, selon son propre avis, dans un affreux cauchemar.

Chaque belligérant est capable à l'heure actuelle de s'offrir la distraction puérile de rédiger à l'avance un traité de paix fantaisiste. Seulement, pour imposer ce traité à l'adversaire, il est indispensable d'être vainqueur. Hitler et Ribbentrop le savent bien, mais ils ont juré de souffrir jusqu'au bout, et ils bluffent quand bien même si se rendent compte que la lutte engagée contre la France et l'Angleterre a été une erreur capitale pour l'Allemagne, une erreur qui coûtera au nazisme sa puissance et son existence même.

Aujourd'hui, il n'est pas question de conditions de paix. Il s'agit de gagner la guerre. Les alliés sont fermement résolus à tout faire pour atteindre ce but. Ils ne se laisseront détourner de la marche à la victoire par aucune manœuvre. Ils mettront le temps qu'il faudra. Ils feront les efforts et les sacrifices nécessaires. Ce n'est pas une trêve de vingt-cinq ans qu'ils offriront à l'Allemagne et au monde, mais une paix durable parce qu'elle sera basée non sur la conquête, l'annexion, la rapine, le vol, l'oppression, mais sur l'indépendance, la collaboration, la justice, le respect de la personne humaine, la liberté.

Hitler et Ribbentrop peuvent remettre au tiroir leurs « buts de guerre ».

Nous leur parlerons des notes après la victoire, au moment du règlement des comptes.

LOUIS DARTOIS

Les communiqués officiels

Communiqué du 16 janvier, au matin
Rien à signaler.
Communiqué du 16 janvier, au soir
Journée calme dans l'ensemble.
Activité habituelle des patrouilles.



La censure en Angleterre. Ph. Trampus (39.965)
La salle où sont examinées les lettres adressées par les maisons de commerce à des correspondants étrangers.



Le prince Bernhard passe en revue un contingent de troupes hollandaises. Ph. France-Press (40.668)